

# G7: les entreprises somment l'État de les protéger

**Sécurité** À moins de trois mois du sommet à Évian, la FER réclame des mesures claires, redoutant blocages et dégâts. Les hôtels enregistrent déjà des annulations.

Aymeric Dejardin-Verkinder

Le spectre de 2003 ressurgit dans les milieux économiques genevois. À l'approche du sommet du G7 à Évian, prévu du 15 au 17 juin, la Fédération des entreprises romandes (FER Genève), soutenue par une trentaine d'associations, a interpellé, ce mardi, le Conseil d'État pour lui demander d'agir avant que les tensions ne débordent sur le canton.

En toile de fond, le souvenir encore vif du G8 d'Évian, il y a 23 ans: quatre jours de pillages et de déprédations à Genève, plus de 40 commerces et entreprises touchés en une seule journée et des dégâts chiffrés à plusieurs dizaines de millions de francs. Dans un courrier adressé au gouvernement, la FER formule trois requêtes. D'abord, l'interdiction de toute manifestation, «y compris et surtout celles à caractère politique», sur le territoire genevois du 10 au 21 juin. Ensuite, la mise en place de protections physiques pour les entreprises exposées aux actes de vandalisme. Enfin, la création d'un mécanisme d'indemnisation rapide pour les sociétés qui subiraient des dégâts ou devraient réduire, voire suspendre, leur activité.

## «Plus jamais 2003!»

Dans le commerce et la restauration, l'inquiétude tient autant au souvenir de 2003 qu'à la fragilité actuelle du secteur. «Je reçois des appels tous les jours, assure Flore Teyssiere, secrétaire générale de Genève Commerce et du GPRH (Groupement professionnel des restaurateurs et hôteliers). Les commerçants demandent s'ils devront fermer, se barricader, démonter leurs terrasses ou protéger leurs employés.»

«Plus jamais 2003!» lance-t-elle, estimant que ces secteurs, fragilisés par le commerce en ligne, les chantiers et la hausse des arcades vides, n'ont «plus les



Lors du G8 de 2003, qui s'était déjà tenu à Évian début juin, de nombreux commerces du centre-ville de Genève s'étaient barricadés pour résister aux actes de vandalisme. Magali Girardin

moyens d'absorber un nouveau choc». Elle rappelle aussi que les assurances ne couvrent généralement pas ces risques et que les pertes, actualisées, pourraient atteindre 24 millions de francs.

Du côté des transports routiers, André Genecand, président de l'Association suisse des transports routiers (ASTAG), insiste sur la dépendance du canton à des flux logistiques continus. «Sans les entreprises de livraison et d'approvisionnement, Genève ne fonctionne pas», prévient-il. Il demande une vigilance particulière sur la moyenne ceinture, l'autoroute de contournement ou encore les pénétrantes vers le centre-ville.

## Annulations dans les hôtels

Le président de l'ASTAG plaide également pour «des mesures de surveillance afin que les autorités puissent intervenir immédiatement en cas de blocage d'axes stratégiques», comme la place Lise-Girardin vers la gare

ou les ponts du Mont-Blanc et de la Coulouvrenière.

Dans l'hôtellerie, l'incertitude pèse déjà sur les réservations. «Genève n'est pas seulement une ville, Genève est une marque. Et une marque, ça se protège», insiste Xavier Rey, vice-président de la Société des hôteliers de Genève (SHG). Il affirme que des annulations sont déjà enregistrées pour juin, mois crucial pour la branche, avec un recul provisoire de 10 à 15% par rapport aux années précédentes sur cette période.

Dénonçant le «flou» des autorités entourant le dispositif prévu, la FER durcit le ton. Arnaud Bürgin réclame des consignes immédiates et claires: faut-il basculer des employés en télétravail, barricader les vitrines, stocker des panneaux de bois?

## «Actionner l'État en responsabilité»

Et si les réponses du Conseil d'État ne sont pas jugées suffisantes, la FER menace d'aller

plus loin en recommandant à ses membres de se protéger eux-mêmes, puis «d'actionner l'État en responsabilité» pour les dégâts, la perte de gain et les frais de protection.

Reste que les autorités n'ont pas encore arrêté toutes leurs décisions. Une éventuelle manifestation de protestation est toujours «à l'étude». Le Conseil d'État a déjà limité les événements publics au centre-ville du 1er au 28 juin et encourage les entreprises à privilégier le télétravail pendant le sommet. Des contrôles renforcés aux frontières et des renforts militaires et policiers d'autres cantons sont annoncés.

Côté français, l'accès à Évian sera filtré par code QR dès le 11 juin, les liaisons ferroviaires entre Thonon et Évian seront interrompues jusqu'au 17 juin et la navigation sur le Léman sera aussi perturbée.

Pour la FER, tous ces signaux confirment une chose: à moins de trois mois du G7, Genève ne peut plus attendre.